



**MINISTÈRE  
DE LA COHÉSION  
DES TERRITOIRES  
ET DES RELATIONS  
AVEC LES COLLECTIVITÉS  
TERRITORIALES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction générale des  
collectivités locales**

**Sous-direction des finances locales et de  
l'action économique**

Paris, le 23 juillet 2021

**Bureau des concours financiers de l'Etat**

Le directeur général des collectivités locales

à

Messieurs les préfets de Mayotte, de Saint-  
Pierre-et-Miquelon et des îles de Wallis et Futuna  
et les hauts-commissaires de Nouvelle-Calédonie  
et de Polynésie française

**Note d'information du 23 juillet 2021  
relative à la répartition au titre de l'exercice 2021 du fonds national de péréquation des  
ressources intercommunales et communales (FPIC) à destination de Mayotte, de la  
Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Saint-Pierre-et-Miquelon et des  
circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna**

**REF. :** Articles L. 2336-4 et R. 2336-7 à R. 2336-12 du code général des collectivités territoriales

La présente note a pour objet de préciser les modalités de calcul et de répartition au titre de l'exercice 2021 du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) entre les communes et établissements publics de coopération intercommunale de Mayotte, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna, conformément aux articles R. 2336-7 à R. 2336-12 du CGCT.

A réception de cette note et dans les conditions prévues dans la note du 7 juillet 2020 relative aux répartitions dérogatoires du FPIC en ce qu'elles sont applicables dans les collectivités de votre ressort :

- vous notifierez aux communes isolées le montant de leurs attributions au titre du FPIC (les fiches de notification vous sont transmises par mail) ;
- vous transmettez aux membres des ensembles intercommunaux de Polynésie française et de Mayotte (à l'EPCI et ses communes membres au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de répartition) les fiches d'information leur précisant la répartition de droit commun des reversements entre l'EPCI et ses communes membres (ces fiches d'information vous sont transmises par mail). Un modèle de courrier d'accompagnement est annexé à la présente note.

Conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 (article 125 de la loi de finances initiale pour 2011), l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 a créé le **fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)**. Il s'agit d'un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal. Il consiste à prélever une fraction des ressources fiscales de certaines collectivités pour la reverser à des collectivités moins favorisées.

Le montant des ressources du FPIC est fixé *ex ante* dans la loi de finances. En 2013, les ressources de ce fonds étaient fixées à 360 millions d'euros, à 570 millions en 2014, à 780 millions en 2015 et à 1 milliard d'euros depuis 2016.

L'enveloppe destinée aux communes et EPCI de Mayotte, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis et Futuna est issue d'une quote-part prélevée sur les ressources du FPIC. Cette enveloppe est répartie entre les territoires au prorata de la population, puis au sein de chaque territoire entre les communes et EPCI selon les modalités prévues aux articles R. 2336-7 à R. 2336-12 du CGCT.

Plus précisément :

- s'agissant de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna, la répartition du FPIC entre les communes et les circonscriptions territoriales se fait proportionnellement à la population ;
- s'agissant de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, la répartition du FPIC entre les communes et les ensembles intercommunaux s'appuie sur un indicateur de ressources spécifique à ces territoires ;
- s'agissant de Mayotte, la répartition du FPIC entre les ensembles intercommunaux est fonction de la population.

Par ailleurs, pour la répartition du FPIC, les ensembles intercommunaux sont considérés comme l'échelon de référence, mais la comparaison peut également se faire avec des communes isolées. Ces dernières constituent l'essentiel des territoires concernés par l'application de la présente note. Trois ensembles intercommunaux situés sur le territoire de la Polynésie française et cinq ensembles intercommunaux situés à Mayotte sont concernés par cette note.

Toute difficulté dans l'application de la présente note d'information devra être signalée au correspondant au sein du bureau des concours financiers de l'Etat :

Direction générale des collectivités locales  
Sous-direction des finances locales et de l'action économique  
Bureau des concours financiers de l'Etat

**M. Clément PETITIMBERT**

Tél. 01.49.27.34.92

[clement.petitimbert@dqcl.gouv.fr](mailto:clement.petitimbert@dqcl.gouv.fr)

Le directeur général des collectivités locales  
S. BOURRON

## ANNEXE 1

### **Modalités de répartition du FPIC à destination de Mayotte, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna au titre de l'année 2021**

#### **1. NOTIONS UTILISEES POUR LA REPARTITION DU FPIC CONFORMEMENT AUX ARTICLES R. 2336-7 A R. 2336-12 DU CGCT**

Des notions particulières ont été prévues pour le calcul du FPIC, la notion d'ensemble intercommunal (EI) déjà utilisée pour la répartition du FPIC en métropole, et la notion d'indicateur de ressources (IR).

- Ensemble intercommunal : il s'agit de l'ensemble constitué d'un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre et de ses communes membres au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de répartition. Les ensembles intercommunaux constituent l'échelon de répartition pour le FPIC au niveau national. Trois ensembles intercommunaux situés en Polynésie française et cinq ensembles intercommunaux situés à Mayotte sont concernés.
- Indicateur de ressources : cet indicateur est utilisé pour la répartition du FPIC au sein de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française. Il mesure la richesse des communes et des ensembles intercommunaux situés sur ces collectivités. La définition du panier de ressources qui le constitue est propre à chacune de ces deux collectivités.

#### **2. DETERMINATION ET CALCUL DE L'ENVELOPPE DU FPIC DESTINEE A LA NOUVELLE-CALEDONIE, A LA POLYNESIE FRANCAISE, A LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, AUX CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES DE WALLIS-ET-FUTUNA ET AU DEPARTEMENT DE MAYOTTE**

Le calcul de l'enveloppe destinée à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française, à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, aux circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et au département de Mayotte se fait en deux étapes.

Il est d'abord calculé « *une quote-part destinée aux communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre des départements d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna* » tel que prévu au I de l'article L. 2336-4 du CGCT. Le montant de cette quote-part (OM) est déterminé par application au montant total du fonds du rapport, majoré de 33%, entre la population ultramarine et la population constatée au niveau national d'après le dernier recensement de l'INSEE. Ce rapport, appelé coefficient démographique, est égal en 2021 à **0,0541480220286635**. Le montant total du fonds en 2021 est d'**1 milliard d'euros**.

Soit :

$$\text{OM} = 1\ 000\ 000\ 000 \times 0,0541480220286635$$

En 2021, le montant de la quote-part outre-mer (OM) est égal à **54 148 022 €**.

Dans un second temps, « *cette quote-part est répartie en deux enveloppes destinées, d'une part, à l'ensemble des départements d'outre-mer à l'exception de Mayotte et, d'autre part, à la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et au Département de Mayotte.* » **Ces enveloppes sont calculées proportionnellement à la population issue du dernier recensement.**

L'enveloppe (**M1**) à destination des départements d'outre-mer à l'exception de Mayotte est donc égale au produit de la quote-part destinée à l'outre-mer par le rapport de population entre la population de ces collectivités et la population ultramarine, existant d'après le dernier recensement.

Soit :

$$M1 = OM \times \frac{\text{Population INSEE DOM (hors Mayotte)}}{\text{Population INSEE OM}}$$

Cette enveloppe (**M1**) est égale en 2021 à **36 909 681 €**.

L'enveloppe (**M2**) à destination de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et du département de Mayotte s'obtient donc de la manière suivante :

$$M2 = OM - M1$$

Cette enveloppe (**M2**) est égale en 2020 à **17 238 341 €**.

Les communes isolées et les ensembles intercommunaux qui ne seraient pas éligibles au reversement perçoivent le cas échéant une garantie d'un montant de 50% de ce qu'elles ont perçu l'année précédente.

### **3. DETERMINATION ET CALCUL DE LA PART DU FPIC A DESTINATION DE CHACUNE DES COLLECTIVITES CONCERNEES**

Conformément à l'article R. 2336-7 du CGCT, l'enveloppe à destination de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie française, de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon, des circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna et du département de Mayotte est répartie entre ces collectivités proportionnellement à leurs populations respectives telles qu'issues du dernier recensement<sup>1</sup>.

### **4. DETERMINATION DU MONTANT DU FPIC BENEFICIAANT AUX COMMUNES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ET AUX CIRCONSCRIPTIONS TERRITORIALES DE WALLIS-ET-FUTUNA**

Conformément à l'article R. 2336-8 du CGCT, le montant du FPIC dont bénéficient respectivement les communes de Saint-Pierre-et-Miquelon et les circonscriptions territoriales de Wallis-et-Futuna est réparti entre ces communes et circonscriptions territoriales proportionnellement à leur population DGF.

### **5. DETERMINATION DU MONTANT DU FPIC DONT BENEFICIENT LES COMMUNES ET ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX DE LA NOUVELLE-CALEDONIE ET DE LA POLYNESIE FRANCAISE**

---

<sup>1</sup> S'agissant de Mayotte, la population prise en compte est indexée dans les conditions prévues au IV de l'article 252 de la loi de finances pour 2021 et à l'article 2 du décret n° 2021-653 du 26 mai 2021 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.

La détermination du montant du FPIC dont bénéficient les communes et ensembles intercommunaux de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française se fait respectivement et conformément aux articles R. 2336-9 et R. 2336-10 du CGCT.

Pour les collectivités de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française, **il est créé un indicateur de ressources qui leur est propre**. Cet indicateur permet de déterminer les communes isolées et ensembles intercommunaux éligibles au versement du FPIC. Ainsi, bénéficiant d'une attribution au titre du FPIC, les communes isolées et ensembles intercommunaux dont l'indicateur de ressources par habitant (IR/hab) est inférieur à l'indicateur de ressources par habitant moyen (IR/HAB moyen) de la collectivité concernée. La population prise en compte pour le calcul est la population DGF.

Ainsi, est éligible au reversement 2021 une de ces collectivités si :

$IR/hab < IR/HAB \text{ moyen}$
---------------------------------

Pour plus de précisions sur le calcul de ces indicateurs de ressources, voir **l'annexe 2**.

Les attributions pour chacune des communes isolées et chacun des ensembles intercommunaux éligibles au titre du FPIC sont ensuite calculées proportionnellement à l'écart relatif entre l'indicateur de ressources par habitant moyen de la collectivité concernée et l'indicateur de ressources par habitant de la commune isolée ou de l'ensemble intercommunal concerné, multiplié par sa population.

Pour plus de précisions sur le calcul de l'attribution, voir **l'annexe 3**.

## **6. POLYNESIE FRANCAISE : REPARTITION INTERNE AUX ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX ENTRE L'EPCI ET SES COMMUNES MEMBRES**

Une fois le versement calculé au niveau d'un ensemble intercommunal de Polynésie française, celui-ci est réparti entre l'EPCI et ses communes membres en deux temps : dans un premier temps entre l'EPCI d'une part et l'ensemble de ses communes membres d'autre part, dans un second temps entre les communes membres.

Une répartition « de droit commun » est prévue : **l'attribution revenant à l'EPCI et à chaque commune membre est calculée en fonction de l'inverse de la contribution respective de l'EPCI et des communes membres à l'indicateur de ressources de l'ensemble intercommunal**.

Le décret n°2017-518 du 10 avril 2017 est venu préciser que, **par délibération prise à la majorité des deux tiers dans les deux mois suivant la notification du préfet**, l'organe délibérant de l'EPCI peut procéder à une répartition alternative, tenant compte prioritairement de la richesse par habitant et de l'importance de la population. Des précisions sur les modalités d'application des répartitions dérogatoires sont données au 8. de la présente note.

## **7. DETERMINATION DU MONTANT DE FPIC BENEFICIAANT AUX ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX DE MAYOTTE ET DE LEUR REPARTITION INTERNE**

Conformément à l'article R. 2336-11 du CGCT, l'enveloppe revenant aux ensembles intercommunaux de Mayotte est répartie entre eux en fonction de leur population.

Une fois le versement calculé au niveau d'un ensemble intercommunal de Mayotte, celui-ci est réparti entre l'EPCI et ses communes membres en deux temps : dans un premier temps entre l'EPCI d'une part et l'ensemble de ses communes membres d'autre part, dans un second temps entre les communes membres. La répartition entre l'EPCI et ses communes membres s'effectue en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF). La répartition entre les communes est fonction de leur population DGF.

Le décret n°2017-518 du 10 avril 2017 a introduit une possibilité de déroger à cette répartition de droit commun (article 2) : **par délibération prise à la majorité des deux tiers dans les deux mois suivant la notification du préfet**, l'organe délibérant de l'EPCI peut procéder à une répartition alternative, tenant compte prioritairement pour la répartition entre les communes, de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de l'importance de la population, sans avoir pour effet de minorer les montants répartis de plus de 30% (les modalités d'application des répartitions dérogatoires sont explicitées ci-après).

## **8. NOTIFICATION AUX COMMUNES ISOLEES ET TRANSMISSION DES FICHES D'INFORMATION AUX ENSEMBLES INTERCOMMUNAUX**

Afin de faciliter l'élaboration et l'adoption des budgets des EPCI et des communes et de leur donner accès le plus rapidement possible aux montants prélevés ou perçus au titre du FPIC, les résultats de la répartition du FPIC au niveau des ensembles intercommunaux et des communes isolées est en ligne sur le site internet de la DGCL (<http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr/>) depuis le 2 juillet 2021.

La possibilité pour les ensembles intercommunaux mahorais et polynésiens, en application des articles R. 2336-10 et R. 2336-11 du CGCT, de modifier la répartition du reversement au sein de l'ensemble intercommunal doit être mise en œuvre selon les modalités décrites dans la note du 7 juillet 2020. Pour rappel, conformément à la loi, les délibérations doivent être prises par les conseils communautaires dans un délai de deux mois suivant votre notification. Afin d'avoir une parfaite connaissance de cette information, les préfetures veilleront bien à faire accuser réception des fiches d'information par chaque EPCI.

**Les préfetures peuvent procéder sans délai à la notification aux communes isolées** qui ne sont de fait pas concernées par ces dispositions dérogatoires (8.1).

### **8.1 Notification aux communes isolées**

**Les services préfectoraux sont invités à notifier les montants prélevés ou perçus par les communes isolées en leur transmettant la fiche de notification qui a été transmise par mail.** Les préfetures les informeront également des dispositions concernant les modalités et les délais de recours en vertu des dispositions de l'article R. 421-5 du code de justice administrative, rappelées dans la fiche de notification dont un modèle vous est fourni à l'**annexe 4**.

Néanmoins, afin de prévenir tout contentieux, les services préfectoraux indiquent à chaque collectivité bénéficiaire ou contributrice que, durant le délai de deux mois mentionné sur la fiche de notification, un recours gracieux peut être exercé auprès de vos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de votre réponse. A cet égard, en application de l'article R. 421-2 du code précité, « le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet ».

Le versement de l'attribution au titre du FPIC s'effectuera à compter de la date de notification par mensualité pour les mois restant à courir jusqu'à la fin de l'année.

**L'arrêté visera le compte n°4651200000 – code CDR COL6301000 « Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales »**, ouvert en 2021 dans les écritures du directeur départemental (ou régional) des finances publiques.

**En outre, pour les territoires ayant accès à l'application Colbert (c'est-à-dire pour le département de Mayotte), afin de permettre aux DDFIP / DRFIP de distinguer les dotations relevant de l'interface Colbert / Chorus, il conviendra de veiller à faire figurer sur les arrêtés la mention « *interfacé* » (le reversement est interfacé depuis 2013).**

L'inscription du versement effectué au titre du FPIC est à effectuer dans le budget de la commune au compte 73223 « Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales » dans la nomenclature M14, et au compte 732221 « Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales » dans la nomenclature M57.

Un modèle d'arrêté de versement est fourni en **annexe 4**.

## **8.2 Diffusion des informations aux membres des ensembles intercommunaux de Polynésie française et de Mayotte sur la répartition du reversement entre l'EPCI et ses communes membres**

Dès réception de cette note d'information, les préfetures sont invitées à notifier les montants prélevés ou perçus par les communes membres des ensembles intercommunaux de Polynésie française et de Mayotte en transmettant aux communes la fiche d'information qui a été transmise par l'intermédiaire de l'application Colbert départemental. Les services préfectoraux informeront également des dispositions concernant les modalités et les délais de recours en vertu des dispositions de l'*article R. 421-5 du code de justice administrative*.

**Conformément aux articles R. 2336-10 et R. 2336-11 du CGCT, les ensembles intercommunaux ont deux mois à compter de votre notification, dont la date aura été déterminée à la suite des échanges prévus dans la note du 7 juillet 2020, pour opter via une délibération à la majorité des 2/3 pour une répartition dérogatoire.** Ils devront par la suite, retourner aux préfetures les fiches d'information avec les montants définitifs de la répartition entre l'EPCI et ses communes membres<sup>2</sup> et, le cas échéant, la délibération prise en vue d'une répartition dérogatoire du FPIC. Il sera alors possible aux services préfectoraux de notifier les montants reversés au sein des ensembles intercommunaux au titre du FPIC.

Un modèle de fiche notification pour les ensembles intercommunaux de Polynésie française et de Mayotte se trouve en **annexe 7**.

---

<sup>2</sup> Y compris si l'ensemble intercommunal retient la répartition de droit commun.

## ANNEXE 2

### Calcul de l'indicateur de ressources (IR)

#### 1. Fiche de calcul de l'indicateur de ressources d'une commune de Nouvelle-Calédonie

Dotation forfaitaire de la DGF perçue par la commune	<input type="text"/>	(a)
	+	
Produit des centimes additionnels perçu par la commune	<input type="text"/>	(b)
	+	
Produit de la fiscalité perçu par la commune au titre du 1° de l'article 22 de la loi du 19 mars 1999	<input type="text"/>	(c)
	=	
<b>Indicateur de ressources de la commune = Total des lignes (a) + (b) + (c)</b>	<input type="text"/>	

#### 2. Fiches de calcul de l'indicateur de ressources des ensembles intercommunaux et communes isolées de Polynésie française

##### **2.1 Fiche de calcul de l'indicateur de ressources d'un ensemble intercommunal de Polynésie française**

Somme des dotations forfaitaires de la DGF perçues par les communes de l'EI	<input type="text"/>	(a)
	+	
Dotation d'intercommunalité perçue par l'EPCI	<input type="text"/>	(b)
	+	
Somme des produits des centimes additionnels perçus par l'EPCI et les communes de l'EI	<input type="text"/>	(c)
Somme des produits de la taxe sur la valeur locative des locaux professionnels perçus par les communes de l'EI	<input type="text"/>	(d)
	=	
<b>Indicateur de ressources de l'EI = Total des lignes (a) + (b) + (c) + (d)</b>	<input type="text"/>	

##### **2.2 Fiche de calcul de l'indicateur de ressources d'une commune isolée de Polynésie française**

Dotation forfaitaire de la DGF perçue par la commune	<input type="text"/>	(a)
	+	
Produit des centimes additionnels perçu par la commune	<input type="text"/>	(b)
	+	
Produit de la taxe sur la valeur locative des locaux professionnels perçu par la commune	<input type="text"/>	(c)
	=	
<b>Indicateur de ressources de la commune = Total des lignes (a) + (b) + (c)</b>	<input type="text"/>	

### ANNEXE 3

## **Calcul du montant des attributions des ensembles intercommunaux et des communes isolées bénéficiaires de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française**

### **1. Détermination des ensembles intercommunaux et des communes isolées bénéficiaires**

**1.1 Sont bénéficiaires du FPIC** : les ensembles intercommunaux ou les communes isolées dont l'indicateur de ressources par habitant est inférieur à l'indicateur de ressources par habitant moyen de la collectivité concernée.

#### **1.2 Calcul de l'indicateur de ressources par habitant de référence**

L'indicateur de ressources par habitant moyen de la collectivité d'outre-mer concernée est calculé de la manière suivante :

$$IR/HAB \text{ moyen} = \frac{\sum IR}{\sum \text{Populations DGF de la collectivité d'outre - mer}}$$

NB : l'indicateur de ressources par habitant moyen est égal en 2021 à **450,42 €** pour la Nouvelle-Calédonie, **342,14 €** pour la Polynésie française.

### **2. Calcul du montant des attributions des ensembles intercommunaux et des communes isolées bénéficiaires du FPIC**

$$\text{Attribution FPIC} = \left( \frac{IR/HAB \text{ moyen} - IR/hab}{IR/HAB \text{ moyen}} \right) \times \text{Pop DGF} \times VPrev$$

Avec :

- IR/hab : l'indicateur de ressources par habitant 2021 de l'ensemble intercommunal ou de la commune isolée
- Pop DGF : population DGF 2021 de l'ensemble intercommunal ou de la commune isolée
- VPrev : valeur de points pour le versement propre à la collectivité concernée (elle est égale en 2021 à **82,5572343968116** pour la Nouvelle-Calédonie, et à **104,331116833251** pour la Polynésie française)

## ANNEXE 4

### Communes isolées des COM : modèle de fiche de notification pour une commune isolée

La notification des attributions des communes isolées peut se faire sans délai. Les fiches de notification pour les communes isolées de votre département vous sont transmises par mail.

REPUBLIQUE FRANCAISE		Date	
PREFECTURE			
<b>Fiche de notification FPIC 2021 : communes isolées des COM</b>			
Exercice		COM	
Nom commune	<i>code du département</i>	<i>Nom commune</i>	
<b>REPARTITION</b>			
Montant de l'attribution FPIC de la commune			
<small>CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 421-5 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, LA PRESENTE DECISION PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DANS LE DELAI DE 2 MOIS COURANT A COMPTER DE LA NOTIFICATION DE CELLE-CI</small>			

## **ANNEXE 5**

### **Modèle d'arrêté de versement**

#### **Versement au titre du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales**

#### **LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE/PREFET DE ...**

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2336-1 et suivants ;  
[Sur proposition du secrétaire général,]

#### **ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Il est versé à la commune de ..., pour l'exercice 2021, un montant fixé à ...€, au titre du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales.

**ARTICLE 2** : Le montant mentionné à l'article précédent sera versé, à compter de la notification du présent arrêté, par mensualité pour les mois restant à courir jusqu'à la fin de l'année. Les mensualités sont imputées au **compte n° 4651200000 - code CDR COL6301000 « Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales » (interfacé)** ouvert en 2021 dans les écritures du directeur départemental (ou régional) des finances publiques.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de [...] et le directeur départemental ou régional des finances publiques de/du [...] sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au maire de la commune de/du [...].

FAIT à ..., le...

## ANNEXE 6

### **Ensembles intercommunaux de Polynésie française et de Mayotte : modèle de fiche d'information pour un ensemble intercommunal et modèle courrier d'accompagnement**

Cette fiche a pour objet de donner le détail de la répartition de droit commun du reversement d'un ensemble intercommunal de Polynésie française et de Mayotte. Ces montants figurent dans les colonnes « montant de droit commun ». Les colonnes « montants définitifs » ont vocation à être remplies par les collectivités, soit en y reportant les montants de la colonne « droit commun », soit si le conseil a opté pour la répartition dérogatoire en y reportant les montants résultant de cette répartition.

Ces fiches contiennent par ailleurs les informations qui ont servi au calcul de la répartition de droit commun et qui peuvent servir au calcul de la répartition dérogatoire à laquelle l'EPCI peut procéder. Le modèle de fiche pour la Polynésie française se présente comme suit :

Fiche d'information FPIC 2021 à destination des COM : Répartition de droit commun du FPIC au sein de l'ensemble intercommunal (entre l'EPCI et ses communes membres)					
Exercice		année		COM	
Ensemble intercommunal:		code SIREN	Nom Groupement		
Répartition FPIC au niveau de l'Ensemble Intercommunal (EI)					
Montant FPIC ensemble intercommunal					
Données relatives à l'ensemble intercommunal					
Population DGF					
Indicateur de ressources de l'EI					
Contribution de l'EPCI à l'indicateur de ressources					
Répartition du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres					
		Montant de Droit commun	Montant Définitif		
Part EPCI		<i>Reversement FPIC EPCI Théorique</i>			
Part communes membres		<i>Reversement communes de l'EI Théorique</i>			
TOTAL		<i>Reversement FPIC TOTAL</i>			
Répartition du FPIC entre communes membres					
Code INSEE	Nom communes	Données relatives aux communes membres		Répartition du FPIC entre communes membres	
		Population DGF	Contribution de la commune à l'indicateur de ressources de l'EI	Montant de Droit commun	Montant Définitif
<i>Code INSEE</i>	<i>Nom communes</i>			<i>Reversement individuel commune Théorique</i>	
TOTAL		SOMME	SOMME	SOMME	SOMME



**Modèle de courrier d'accompagnement des fiches d'information aux membres des ensembles intercommunaux de Polynésie Française**

Le

Le Haut-Commissaire de la République en  
Polynésie française

à

Madame ou Monsieur le Président d'établissement  
public de coopération intercommunale à fiscalité  
propre

Mesdames et Messieurs les Maires des communes  
membres d'établissements publics de coopération  
intercommunale à fiscalité propre

**Objet : Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – Ensembles intercommunaux de Polynésie française : répartition du reversement entre l'EPCI et ses communes membres pour l'exercice 2021**

**P.J.** : Une fiche d'information avec la répartition de droit commun du reversement au titre du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres (fiche à compléter de la ventilation définitive retenue par l'ensemble intercommunal).

Conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 (article 125 de la loi de finances initiale pour 2011), l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 a institué un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal.

Ce mécanisme de péréquation appelé fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Les prélèvements et reversements du FPIC 2021 pour chaque ensemble intercommunal (ensemble constitué d'un EPCI et de ses communes membres au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de répartition) et chaque commune isolée ont été calculés et leurs montants ont été mis en ligne sur le site internet de la DGCL le 2 juillet 2021.

Les ensembles intercommunaux de Polynésie française sont exclus de droit du prélèvement et sont bénéficiaires de droit au reversement du FPIC.

Vous trouverez donc en pièce jointe le détail de la répartition dite « de droit commun » du reversement entre votre EPCI et ses communes membres établie selon les dispositions de l'article R. 2336-10 du CGCT. **Toutefois, par dérogation, l'organe délibérant de votre EPCI peut procéder à une répartition alternative du reversement par délibération prise dans un délai de deux mois à compter de cette notification.**

Il vous appartient donc désormais de vous prononcer sur la répartition du FPIC entre votre EPCI et ses communes membres.

**Deux modes de répartition entre l'EPCI et ses communes membres au titre du FPIC sont possibles :**

1. Conserver la répartition dite « de droit commun » dont le détail vous est transmis dans la fiche d'information ci-jointe : dans ce cas il suffit de nous retourner la fiche annexée au présent courrier et d'y recopier les montants de répartition du FPIC de « droit commun » dans les colonnes « montants définitifs ». Aucune délibération n'est nécessaire dans ce cas.
2. Opter pour une répartition « à la majorité des 2/3 ». Cette répartition doit être adoptée **à la majorité des 2/3** de l'organe délibérant de l'EPCI dans un délai de deux mois Cette répartition doit tenir compte prioritairement de la richesse par habitant et de l'importance de la population.

**Afin de procéder dans les meilleurs délais aux versements de ce fonds, il vous appartient désormais d'en choisir le mode de répartition pour votre ensemble intercommunal et de nous faire parvenir, le cas échéant, la délibération nécessaire. Vous devez également nous retourner dans les mêmes délais la fiche complétée des montants définitifs de versement au titre du FPIC tel que choisi par votre ensemble intercommunal afin de permettre à nos services une notification dès août prochain (cette fiche doit nous être également retournée par les ensembles intercommunaux qui décideraient de conserver la répartition de droit commun).**

**Modèle de courrier d'accompagnement des fiches d'information aux membres des ensembles intercommunaux de Mayotte**

Le

Le Préfet de Mayotte

à

Mesdames et Messieurs les Présidents  
d'établissements publics de coopération  
intercommunale à fiscalité propre

Mesdames et Messieurs les Maires des communes  
membres d'établissements publics de coopération  
intercommunale à fiscalité propre

**Objet : Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) – Ensembles intercommunaux de Mayotte : répartition du reversement entre l'EPCI et ses communes membres pour l'exercice 2021**

**P.J.** : Une fiche d'information avec la répartition de droit commun du reversement au titre du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres (fiche à compléter de la ventilation définitive retenue par l'ensemble intercommunal).

Conformément aux orientations fixées par le Parlement en 2011 (article 125 de la loi de finances initiale pour 2011), l'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 a institué un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal.

Ce mécanisme de péréquation appelé fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Les prélèvements et reversements du FPIC 2021 pour chaque ensemble intercommunal (ensemble constitué d'un EPCI et de ses communes membres au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de répartition) et chaque commune isolée ont été calculés et leurs montants ont été mis en ligne sur le site internet de la DGCL le 2 juillet 2021.

Les ensembles intercommunaux de Mayotte sont exclus de droit du prélèvement et sont bénéficiaires de droit au reversement du FPIC.

Vous trouverez donc en pièce jointe le détail de la répartition dite « de droit commun » du reversement entre votre EPCI et ses communes membres établie selon les dispositions de l'article R. 2336-11 du CGCT modifié par le décret n°2017-518 du 10 avril 2017. **Toutefois, par dérogation, l'organe délibérant de votre EPCI peut procéder à une répartition alternative du reversement par délibération prise dans un délai de deux mois à compter de cette notification.**

Il vous appartient donc désormais de vous prononcer sur la répartition du FPIC entre votre EPCI et ses communes membres.

**Deux modes de répartition entre l'EPCI et ses communes membres au titre du FPIC sont possibles :**

1. Conserver la répartition dite « de droit commun » dont le détail vous est transmis dans la fiche d'information ci-jointe : dans ce cas il suffit de nous retourner la fiche annexée au présent courrier et d'y recopier les montants de répartition du FPIC de « droit commun » dans les colonnes « montants définitifs ». Aucune délibération n'est nécessaire dans ce cas.
2. Opter pour une répartition « à la majorité des 2/3 ». Cette répartition doit être adoptée **à la majorité des 2/3** de l'organe délibérant de l'EPCI dans un délai de deux mois Cette répartition doit tenir compte prioritairement de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de l'importance de la population.

**Afin de procéder dans les meilleurs délais aux versements de ce fonds, il vous appartient désormais d'en choisir le mode de répartition pour votre ensemble intercommunal et de nous faire parvenir, le cas échéant, la délibération nécessaire. Vous devez également nous retourner dans les mêmes délais la fiche complétée des montants définitifs de versement au titre du FPIC tel que choisi par votre ensemble intercommunal afin de permettre à nos services une notification dès août (cette fiche doit nous être également retournée par les ensembles intercommunaux qui décideraient de conserver la répartition de droit commun).**

